



**REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES
D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE
DE L'APPEL A PROJETS**

**« CHAIRE D'EXCELLENCE EN
BIOLOGIE/SANTE »**


Date de parution :
12 juin 2023

Date de mise à jour :
12 juin 2023

Nombre de pages :
11

SOMMAIRE

1	CHAMP D'APPLICATION.....	2
1.1	Périmètre d'application.....	2
1.2	Définitions des termes.....	2
2	COMPOSITION DU DOSSIER D'AIDE.....	3
2.1	Descriptif du projet.....	3
2.2	Annexe financière.....	4
2.3	Engagement de l'Etablissement coordinateur et des Etablissements partenaires.....	4
2.4	Accord de consortium.....	4
3	ASSIETTE DE L'AIDE.....	5
3.1	Dépenses éligibles.....	5
3.1.1	Dépenses de personnel.....	5
3.1.2	Dépenses de fonctionnement.....	5
3.1.3	Dépenses d'équipement.....	5
3.2	Frais généraux de gestion.....	6
3.3	Prestations de services.....	6
4	MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES.....	6
4.1	Montant de l'aide.....	7
4.2	Durée du projet.....	7
4.3	Echéancier des versements.....	7
4.4	Fiscalité des aides.....	7
4.5	Conditions suspensives.....	7
5	MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE.....	8
5.1	Paiements.....	8
5.2	Justification des dépenses.....	8
6	CONDITIONS D'EXECUTION DU PROJET.....	9
6.1	Modifications du contrat attributif d'aide.....	9
6.1.1	Modifications substantielles.....	9
6.1.2	Modification de la répartition des dépenses.....	9
6.2	Comptes rendus – Informations sur les travaux.....	9
6.2.1	Comptes rendus intermédiaires et suivi.....	9
6.2.2	Comptes rendus de fin de projet.....	10
6.3	Contrôles – Vérification du service fait.....	10

	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DE L'APPEL A PROJETS « CHAIRE D'EXCELLENCE EN BIOLOGIE/SANTE »	Date de parution : 12 juin 2023
		Date de mise à jour : 12 juin 2023
		Nombre de pages : 11

6.4	Science ouverte.....	10
6.5	Communication	11
6.6	Suspension et reversement de l'aide	11
6.7	Litiges.....	11

1 CHAMP D'APPLICATION

1.1 Périmètre d'application

Le présent règlement s'applique aux aides accordées par l'Etat et gérées par l'ANR pour le financement de l'appel à projets « Chaire d'excellence en biologie/santé ».

Les bénéficiaires des aides sont des établissements d'enseignement supérieur (public ou privé à but non lucratif), des organismes de recherche, établissement de santé public ou privé à but non lucratif (ESPIC), et des groupements d'établissements dotés de la personnalité morale. Les établissements d'enseignement supérieur et recherche à but lucratif et les entreprises¹ pourront avoir le statut d'Etablissement partenaire dans les projets mais ne bénéficieront pas de financement au titre de cette participation.

Les aides sont versées par l'ANR à un Etablissement coordinateur (cf. définitions ci-dessous) ayant contractualisé avec le Porteur du projet. Chaque aide est attribuée sur la base d'un projet qui lie de manière indissociable le Porteur de projet et l'établissement coordinateur pour la durée du projet. Le financement du projet n'est pas transférable à un autre Porteur de projet, ni à un laboratoire d'accueil de remplacement.

Les aides accordées sont de 2 millions d'euros maximum pour une durée de 5 ans.

Un complément de financement jusqu'à 1 million d'euros supplémentaires peut être accordé de manière exceptionnelle. Il est destiné à l'achat et au fonctionnement (y compris en personnel) d'équipement massif et critique pour le projet, non disponible dans le laboratoire d'accueil ni sur son site.

Pour les candidats en poste à l'étranger, ce complément de financement peut être majoré dans la limite de 3 millions d'euros.


1.2 Définitions des termes

Etablissement coordinateur : établissement d'enseignement supérieur (public ou privé à but non lucratif), doté de la personnalité morale, il est l'établissement avec lequel le porteur du projet contractualise. Il est l'interlocuteur privilégié de l'ANR pour les aspects administratifs. Il est responsable de la mise en place et de la formalisation de la collaboration entre les unités partenaires et les Etablissements partenaires, de la production des livrables du projet, de la tenue des réunions d'avancement et de la communication des résultats. Il s'appuie pour cela sur le Responsable du projet. Il signe le contrat attributif d'aide avec l'ANR et reçoit l'aide attribuée au projet.

Porteur de projet : chercheur ayant été sélectionné dans le cadre de l'appel à projets, et portant le projet avec l'Etablissement coordinateur.

Responsable du projet : personne physique qui assure la coordination du projet pour le compte de l'Etablissement coordinateur. Il peut s'agir du Porteur de projet.

Etablissement partenaire : établissement d'enseignement supérieur, école, organisme de recherche, établissement de santé public ou privé à but non lucratif (ESPIC), entreprise affectant des moyens au

	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DE L'APPEL A PROJETS « CHAIRE D'EXCELLENCE EN BIOLOGIE/SANTE »	Date de parution : 12 juin 2023
		Date de mise à jour : 12 juin 2023
		Nombre de pages : 11

projet. Il bénéficie, le cas échéant, en vertu d'un contrat de Reversement, d'une quote-part de l'aide versée à l'Etablissement coordinateur pour la réalisation d'une tâche ou d'une mission dans le cadre du projet. Les établissements d'enseignement supérieur et recherche à but lucratif et les entreprises¹ pourront avoir le statut d'Etablissement partenaire dans les projets mais ne bénéficieront pas de financement au titre de cette participation.

Etablissement gestionnaire : Etablissement partenaire du projet différent de l'Etablissement coordinateur choisi, le cas échéant, conformément aux délégations de gestion en vigueur existant entre les Etablissements partenaires impliqués dans le projet. L'Etablissement gestionnaire de l'aide est doté de la personnalité morale.

Encadrement communautaire : encadrement des aides d'Etat à la recherche, au développement et à l'innovation n°2022/C414/01 du 28 octobre 2022 ou toute communication ultérieure venant s'y substituer.

Reversement : une quote-part de l'aide versée à l'Etablissement coordinateur octroyée à un Etablissement partenaire pour la réalisation d'une tâche ou d'une mission dans le cadre du projet. Lorsque le terme est employé en minuscule, il a le sens habituel de restitution partielle ou intégrale de l'aide à l'ANR par l'Etablissement coordinateur en raison d'un manquement à une obligation essentielle.

2 COMPOSITION DU DOSSIER D'AIDE

L'Etablissement coordinateur d'un projet sélectionné pour recevoir une aide au titre de l'action précitée doit fournir un dossier composé notamment des pièces suivantes :

- descriptif du projet, dans ses dimensions scientifique et, le cas échéant, de formation,
- engagement de l'Etablissement coordinateur et des établissements partenaires,
- un document attestant de la préservation des intérêts des Etablissements français du consortium dans la gestion de la propriété intellectuelle et industrielle des résultats obtenus dans le cadre du projet.


2.1 Descriptif du projet

Il comprend :

- les renseignements relatifs au projet et notamment son objet, les objectifs recherchés et les conséquences et résultats attendus, le programme détaillé des travaux, l'implication et les moyens mobilisés du ou des Etablissement(s) partenaire(s),
- le nom et la qualité du Porteur et, s'il est différent, du Responsable du projet,
- le lieu, le calendrier d'exécution et la durée prévisionnelle des travaux.

Il apporte toute autre explication utile.

¹ Le terme entreprise renvoie à la définition communautaire (Règlement CE 364 de 2004, annexe 2, article 1).

	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DE L'APPEL A PROJETS « CHAIRE D'EXCELLENCE EN BIOLOGIE/SANTE »	Date de parution : 12 juin 2023
		Date de mise à jour : 12 juin 2023
		Nombre de pages : 11

2.2 Annexe financière

La fourniture de l'annexe financière est requise pour procéder à la signature du contrat attributif d'aide. Cette annexe comporte :

- un volet général d'informations financières sur le projet,
- un volet particulier.

Le volet général présente :

- le coût complet du projet,
- le coût retenu dans l'assiette de l'aide ainsi que le montant de l'aide et il détaille ces éléments par grands postes de dépense,
- le cas échéant, la répartition de l'aide entre les Etablissements partenaires,
- les autres soutiens financiers attendus et obtenus spécifiquement pour la réalisation du projet.

Le volet particulier présente tous les renseignements administratifs et financiers nécessaires au versement de l'aide.

Dans le cas d'un projet réalisé en collaboration entre plusieurs Etablissements partenaires, il est nécessaire de remplir :

- un volet particulier par Etablissement partenaire,
- un volet récapitulatif qui sera la consolidation des volets particuliers. Le Responsable du projet, sous couvert de l'Etablissement coordinateur, réalise cette consolidation.

2.3 Engagement de l'Etablissement coordinateur et des Etablissements partenaires

Il s'agit de l'acte par lequel les représentants légaux de l'Etablissement coordinateur et des partenaires s'engagent à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation du projet dans les conditions prévues par le présent règlement, dont ils reconnaissent avoir pris connaissance et souscrire aux obligations qui en découlent en ce qui les concerne. Sous couvert de l'Etablissement coordinateur, le Responsable du projet communique tous les documents contractuels signés aux correspondants des Etablissements partenaires.

Cet engagement figure obligatoirement dans le dossier d'aide.


2.4 Accord de consortium

Un accord de consortium précisant les droits et obligations de chaque établissement partenaire, au regard de la réalisation du Projet, devra être fourni dans un délai maximum de douze (12) mois à compter de la date de signature du contrat attributif d'aide (cf. article 4). L'ensemble des Etablissements partenaires qui affectent des moyens au Projet sont signataires de cet accord même s'ils ne bénéficient pas d'une quote-part de l'aide.

Cet accord précise notamment :

- la répartition de la dotation financière, des tâches et des livrables entre les différents partenaires, ainsi que les moyens humains et financiers mobilisés en propre par ces derniers ;
- les modalités scientifiques, techniques et financières d'accès aux ressources partagées entre les partenaires ;
- le modalités de valorisation des résultats obtenus à l'issue des recherches et de partage de leur propriété intellectuelle et industrielle.

L'Etablissement coordinateur envoie une copie de cet accord à l'ANR.

	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DE L'APPEL A PROJETS « CHAIRE D'EXCELLENCE EN BIOLOGIE/SANTE »	Date de parution : 12 juin 2023
		Date de mise à jour : 12 juin 2023
		Nombre de pages : 11

L'Établissement coordinateur est tenu d'informer l'ANR dans un délai d'un (1) mois de toute modification apportée à l'accord de consortium pendant toute la durée du projet, et de transmettre à l'ANR tout avenant à l'accord dès sa signature.

L'élaboration d'un accord de consortium n'est pas nécessaire s'il existe déjà un contrat-cadre contenant les dispositions ci-dessus liant les Établissements partenaires. Une copie de ce contrat-cadre ou une attestation devra être transmise avant la signature du contrat attributif d'aide. A l'expiration dudit contrat, si celui-ci n'est pas reconduit, l'accord de consortium sera alors requis.

3 ASSIETTE DE L'AIDE

Les coûts imputables au projet doivent être strictement rattachés à sa réalisation, à l'exclusion de toute marge bénéficiaire.

Partant des coûts imputables au projet, l'assiette de l'aide isole les dépenses éligibles à une aide au titre de l'appel à projets « Chaire d'excellence en biologie/santé ».

3.1 **Dépenses éligibles**

3.1.1 **Dépenses de personnel**

Les dépenses éligibles sont les suivantes :

- salaires y compris les primes et indemnités,
- charges sociales afférentes (y compris les cotisations d'assurance chômage ou allocations pour perte d'emploi à l'échéance des contrats concernés) et taxes sur les salaires,
- indemnités de stage,
- prestations sociales obligatoires et prestations de restauration collective,

Les dépenses de personnel prises en compte dans l'assiette ne concernent que des personnels employés pour le projet. Toutefois, la rémunération principale et les dépenses effectuées au titre des deuxième et quatrième tirets ci-dessus pour les personnels statutaires sont exclues de l'assiette.

Les quotes-parts de personnels relevant de fonctions supports ne sont admises que pour les personnels non statutaires nécessaires à la mise en œuvre des actions du projet.


3.1.2 **Dépenses de fonctionnement**

Les dépenses éligibles sont les suivantes :

- frais de laboratoire (fluides, documentation et ressources numériques, petits matériels non immobilisés, consommables...) en lien direct avec les actions de recherche,
- actions de communication,
- dépenses relatives à la maintenance des équipements pour la réalisation du projet,
- frais de déplacement des personnels permanents ou temporaires affectés au projet,
- frais de propriété intellectuelle de brevets ou licences induits par la réalisation du projet,
- frais d'utilisation d'infrastructures nationales,
- prestations de services (cf. article 3.3)
- frais généraux de gestion (cf. article 3.2),
- TVA non récupérable sur ces dépenses.

3.1.3 **Dépenses d'équipement**

Les dépenses d'équipements sont éligibles. Sont considérées comme dépenses d'équipement les achats matériels ou immatériels immobilisés dans la comptabilité de chacun des Partenaires du Projet. La

	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DE L'APPEL A PROJETS « CHAIRE D'EXCELLENCE EN BIOLOGIE/SANTE »	Date de parution : 12 juin 2023
		Date de mise à jour : 12 juin 2023
		Nombre de pages : 11

classification « dépenses d'équipement » au sens du présent règlement financier est donc identique à la comptabilité de l'établissement.

Les dépenses liées à l'installation des équipements (adaptation de l'environnement d'accueil, installation électrique, climatisation, renforcement du sol, modification des cloisons) sont éligibles.

Le seuil d'immobilisation étant à la discrétion de l'établissement, il devra être indiqué en en-tête de cette catégorie dans les relevés de dépenses.

3.2 Frais généraux de gestion

Une partie des frais d'administration générale imputables au projet peut figurer parmi les dépenses aidées. Ces frais ont un caractère forfaitaire et sont plafonnés à 20% du coût total des dépenses éligibles hors frais généraux.

3.3 Prestations de services

Les Etablissements partenaires peuvent faire exécuter des prestations par des tiers extérieurs au projet, sauf dérogation dûment motivée validée par l'ANR. Le coût de ces prestations figure de façon individualisée parmi les dépenses du projet.

Les prestations relatives au fonctionnement doivent rester inférieures ou égales à 20 % du coût total entrant dans l'assiette de l'aide, sauf dérogation accordée par l'ANR sur demande motivée de l'Etablissement coordinateur.

L'ANR ne contracte aucun engagement à l'égard des prestataires qui, en conséquence, ne sont pas fondés à la solliciter en cas de défaillance des Etablissements partenaires à leur égard. Les prestations sont réalisées pour le compte et sous le contrôle du seul donneur d'ordre, qui doit régler les prestations dans leur totalité au fur et à mesure de leur réalisation et sans subordonner ce règlement au versement de l'aide.

4 MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES


Les aides accordées par l'ANR s'inscrivent dans l'encadrement communautaire des aides à la recherche développement et à l'innovation défini par la communication n°2022/C414/01 du 28 octobre 2022 ou par tout texte venant s'y substituer.

Les dispositions relatives à l'aide accordée pourront faire l'objet d'un contrat de préfinancement, prévoyant le versement d'une échéance correspondant au maximum à 10 % du montant de l'aide attribuée au projet par décision du Premier ministre, permettant une mise en œuvre opérationnelle rapide du Projet.

Elles feront, par ailleurs, l'objet d'un contrat attributif d'aide entre l'ANR et l'Etablissement coordinateur comportant l'ensemble des annexes décrites à l'article 2.

Le contrat attributif d'aide détermine notamment :

- le montant prévisionnel maximum de l'aide,
- le caractère indissociable du Porteur de projet et l'établissement coordinateur pour la durée du projet,
- la durée du projet,
- l'échéancier des versements,
- les conditions suspensives.

	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DE L'APPEL A PROJETS « CHAIRE D'EXCELLENCE EN BIOLOGIE/SANTE »	Date de parution : 12 juin 2023
		Date de mise à jour : 12 juin 2023
		Nombre de pages : 11

L'Etablissement coordinateur peut reverser une partie de l'aide reçue aux Etablissements partenaires après signature de contrats de Reversement avec ces Etablissements partenaires. Une copie de ces contrats de Reversement est transmise à l'ANR selon le délai prévu par le contrat attributif d'aide.

Un Etablissement coordinateur ou un Etablissement partenaire peut transférer tout ou partie de l'aide qui lui est destinée à un Etablissement gestionnaire, partenaire du projet. Une copie de la convention de délégation de gestion est transmise à l'ANR et à l'Etablissement coordinateur :

- avant tout transfert de l'aide pour les délégations de gestion préexistantes au projet,
- dès sa signature pour les nouvelles délégations de gestion.

4.1 Montant de l'aide

Le montant de l'aide notifié dans le contrat attributif d'aide, est ajusté lors de la liquidation finale pour tenir compte de la dépense réellement exécutée, dans la limite du montant notifié.

4.2 Durée du projet

La durée d'exécution et la date de démarrage du projet sont fixées dans le contrat attributif d'aide.

Le projet est réputé commencer à la date de signature du contrat attributif d'aide. Toutefois, l'ANR peut autoriser le commencement des travaux avant cette date ; dans ce cas, la date à laquelle les travaux aidés sont réputés commencer est mentionnée dans le contrat attributif d'aide.

La durée du projet s'apprécie à compter de la date à laquelle les travaux sont réputés commencer.

4.3 Echancier des versements

L'aide est versée selon un échancier défini dans le contrat attributif d'aide. L'échancier des versements fixe le montant maximum des sommes pouvant être payées au titre d'une année déterminée. Ces éléments sont prévisionnels : les sommes prévues mais non versées au titre d'une année viennent augmenter l'échéance suivante, sous réserve du respect des dispositions du présent règlement.

4.4 Fiscalité des aides


L'aide octroyée par l'ANR n'entre pas dans le champ d'application de la TVA du fait de l'absence de lien direct entre la prestation rendue et sa contrepartie en valeur. Les bénéficiaires de financement de France 2030 sont exonérés d'impôts sur les sociétés ;

4.5 Conditions suspensives

Le financement est conditionné à la réalisation d'un temps de travail à 100% par le Porteur de projet dans le laboratoire d'accueil, dans les 24 mois après le début du projet. Une quotité de temps minimum de 50% en France est requise en cas de maintien d'activité à l'étranger pendant une période de 24 mois destinée à faciliter la transition.

Lors de l'établissement des contrats attributifs d'aide, l'ANR pourra stipuler une ou plusieurs autres conditions suspensives au versement intégral de celle-ci.

En cas de non réalisation d'une ou plusieurs conditions, l'ANR pourra arrêter le versement de l'aide et exiger la restitution totale ou partielle des sommes versées au titre du projet dans les conditions prévues à l'article 6.6.

	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DE L'APPEL A PROJETS	Date de parution : 12 juin 2023
		Date de mise à jour : 12 juin 2023
		Nombre de pages : 11

En particulier, l'ANR peut inclure dans les contrats attributifs d'aide des clauses conditionnant le versement de l'aide à la production, dans des délais impartis, de tout document permettant d'apprécier :

- soit la capacité de l'Etablissement coordinateur à mener le projet selon les modalités prévues initialement ;
- soit que la poursuite du projet se justifie au regard des résultats scientifiques ou techniques atteints.

5 MODALITES DE VERSEMENT DE L'AIDE

5.1 Paiements

L'aide accordée est versée à l'Etablissement coordinateur.

Avances - Les versements sont effectués sous forme d'avances annuelles réparties sur la durée du projet jusqu'à atteindre 90% du montant de l'aide accordée.

Le premier versement s'effectue dans un délai de trente (30) jours suivant la signature par l'ANR du contrat attributif d'aide. Les versements suivants s'effectuent au moins annuellement suivant l'échéancier des versements mentionné à l'article 4.3, sous réserve de la production par l'Etablissement coordinateur des comptes rendus, relevés de dépenses et des plans de gestion de données prévus dans le contrat attributif d'aide. L'échéancier des versements peut être révisé annuellement en fonction de l'avancement du projet.

Solde - Le règlement du solde est effectué sous les deux conditions suivantes :

- après expertise favorable, dans le délai fixé par l'ANR, des comptes rendus visés à l'article 6.2 ; l'ANR pourra éventuellement demander des éléments complémentaires avant de procéder au versement du solde ;
- sur présentation du relevé final des dépenses (cf. article 5.2).

Le montant du solde est ajusté pour tenir compte de la dépense réelle, dans la limite du montant de l'aide.


En cas de non fourniture du relevé de dépenses final six (6) mois après la date de fin de projet, l'analyse des dépenses sera effectuée au regard des derniers relevés de dépenses transmis à l'ANR.

Dans l'éventualité d'un montant total de dépenses inférieur au cumul des versements perçus par l'Etablissement coordinateur, celui-ci s'engage à reverser le trop-perçu à l'État.

5.2 Justification des dépenses

L'Etablissement coordinateur produit dans les conditions fixées par le contrat attributif d'aide, un relevé récapitulatif des dépenses exécutées par chaque Etablissement partenaire au titre du projet aidé. Ce relevé regroupe par nature l'ensemble des dépenses réalisées durant la période d'exécution du programme. Aucune dépense antérieure à la date à laquelle les travaux aidés sont réputés commencer ou postérieure à la date de fin du projet ne sera prise en compte.

Le relevé de dépenses annuel ou final, établi à l'en-tête de l'Etablissement coordinateur, est signé par son représentant légal et certifié par son agent comptable ou son commissaire aux comptes, à défaut par son expert-comptable.

	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DE L'APPEL A PROJETS	Date de parution : 12 juin 2023
		Date de mise à jour : 12 juin 2023
		Nombre de pages : 11

Le relevé de dépenses annuel ou final, effectué par chaque Etablissement partenaire et établi à l'en-tête de l'Etablissement partenaire, est signé par son représentant légal et certifié par son agent comptable ou son commissaire aux comptes, ou à défaut par son expert-comptable. Ce relevé de dépenses est adressé à l'Etablissement coordinateur.

Dans le cadre de l'application d'une délégation de gestion, le relevé de dépenses fourni par l'Etablissement gestionnaire à l'établissement ayant délégué sa gestion (Etablissements partenaires ou Etablissement coordinateur) devra être certifié par l'agent comptable ou par le commissaire aux comptes de l'Etablissement gestionnaire de l'aide, ou à défaut par son expert-comptable.

6 CONDITIONS D'EXECUTION DU PROJET

6.1 **Modifications du contrat attributif d'aide**

Les demandes de modification, sauf mention contraire, sont adressées par écrit à l'ANR, qui prend la décision d'approbation ou de refus.

Aucune modification ne peut être admise pour changer l'objet du projet financé.

6.1.1 **Modifications substantielles**

Sont par exemple considérées comme modifications substantielles du projet les changements portant sur :

- L'ajout ou la suppression d'un Etablissement partenaire,
- Le lieu d'exécution du projet,
- L'adresse ou les coordonnées bancaires de l'Etablissement coordinateur.

L'Etablissement coordinateur est tenu d'informer l'ANR le plus tôt possible de toute modification substantielle ou des difficultés rencontrées dans la réalisation du projet pouvant conduire à une modification substantielle.

6.1.2 **Modification de la répartition des dépenses**


La répartition prévisionnelle des dépenses peut être modifiée avec l'accord du Porteur de projet par l'Etablissement coordinateur ou l'Etablissement partenaire :

- sans demande écrite, mais en informant l'ANR, pour les modifications à l'intérieur des postes de dépenses de personnel (cf. 3.1.1), de fonctionnement (cf. 3.1.2) et d'équipement (cf. 3.1.3),
- sans demande écrite, mais en informant l'ANR, pour les modifications de répartition entre ces postes de dépenses dès lors que cette variation n'excède pas 30 % du montant total de l'aide.
- sur demande écrite de l'Etablissement coordinateur si la variation entre ces postes excède ce seuil. L'autorisation ou le refus sera notifié par l'ANR à l'Etablissement coordinateur.

6.2 **Comptes rendus – Informations sur les travaux**

6.2.1 **Comptes rendus intermédiaires et suivi**

Des comptes rendus intermédiaires seront adressés par le Responsable du projet sous couvert de l'Etablissement coordinateur à l'ANR selon une périodicité et dans des formes définies dans le contrat attributif d'aide.

	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DE L'APPEL A PROJETS	Date de parution : 12 juin 2023
		Date de mise à jour : 12 juin 2023
		Nombre de pages : 11

Quand un projet est réalisé en collaboration, le Responsable du projet sous couvert de l'Etablissement coordinateur centralise les comptes rendus intermédiaires produits par les correspondants scientifiques et techniques des différents Etablissements partenaires avant de rédiger un document unique présentant l'avancement du projet.

Dans le cas où, au vu notamment d'un compte rendu intermédiaire, l'ANR constate que :

- la capacité d'un Etablissement coordinateur à mener le projet selon les modalités prévues initialement est mise en cause,
- ou que l'avancement du projet présente un retard significatif par rapport au calendrier prévu,

L'ANR pourra décider, après avoir mis l'Etablissement coordinateur à même de présenter ses observations, de demander la suspension ou le reversement total ou partiel des sommes versées conformément à l'article 6.5.

6.2.2 Comptes rendus de fin de projet

Au plus tard dans un délai de deux (2) mois suivant la date d'expiration de la période d'exécution de son projet, l'Etablissement coordinateur s'engage à adresser à l'ANR un compte rendu final faisant état de l'ensemble des résultats obtenus.

Quand un projet est réalisé en collaboration, le Responsable du projet sous couvert de l'Etablissement coordinateur centralise les comptes rendus de fin de projet produits par les correspondants scientifiques et techniques des différents Etablissements partenaires avant de rédiger un compte rendu unique de fin de projet.

A la demande de l'Etablissement coordinateur ou de l'un des Etablissements partenaires, la confidentialité des résultats est de droit. La propriété de ces résultats appartient aux Etablissements partenaires concernés du projet, qui en disposent selon les modalités convenues dans l'accord de consortium et sous réserve des droits à intéressement des inventeurs.

Sous réserve de la nécessité de prévoir une période de confidentialité, dans les cas où des résultats sont à protéger, l'Etablissement coordinateur doit s'assurer par toute mesure appropriée de la diffusion publique des résultats.

6.3 Contrôles – Vérification du service fait


A tout moment, durant l'exécution du programme et dans un délai maximal de deux (2) ans à compter de la date de demande de versement du solde ou de reversement du trop-perçu ou, à défaut, de la date prévue de fin des travaux, des personnes habilitées par l'ANR peuvent procéder sur place et/ou sur pièces à tout contrôle relatif aux mesures prises pour l'exécution du programme, à l'état de réalisation de celui-ci et à la vérification du service fait par le constat de la réalité des dépenses justifiées.

A cet effet, l'Etablissement coordinateur et/ou les Etablissements partenaires du projet sont tenus de laisser accéder les personnes habilitées par l'ANR aux sites ou immeubles où sont réalisés les travaux aidés et de leur présenter les pièces justificatives et tous autres documents, y compris les livres de comptes de l'organisme, dont la production est jugée utile au contrôle de l'utilisation de l'aide. Dans cette perspective, l'Etablissement coordinateur devra conserver les données nécessaires à ces contrôles.

Le refus d'un de ces contrôles éventuels entraîne l'application des mesures prévues à l'article 6.5 (suspension et reversement de l'aide).

6.4 Science ouverte

Dans le cadre de la contribution de l'ANR à la promotion et à la mise en œuvre de la science ouverte, et en lien avec le Plan national pour la science ouverte au niveau français (PNSO) et le Plan S au niveau

	REGLEMENT RELATIF AUX MODALITES D'ATTRIBUTION DES AIDES AU TITRE DE L'APPEL A PROJETS	Date de parution : 12 juin 2023
		Date de mise à jour : 12 juin 2023
		Nombre de pages : 11

international, les bénéficiaires de la subvention PIA s'engagent à garantir le libre accès immédiat aux publications scientifiques évaluées par les pairs et à adopter, pour les données de recherche, une démarche dite FAIR (Facile à trouver, Accessible, Interopérable, Réutilisable) conforme au principe « aussi ouvert que possible, aussi fermé que nécessaire ». Ainsi, toutes les publications scientifiques issues de projets financés dans le cadre du projet seront rendues disponibles en libre accès sous la licence Creative Commons CC-BY ou équivalente, en utilisant l'une des trois voies suivantes :

- publication dans une revue nativement en libre accès ;
- publication dans une revue par abonnement faisant partie d'un accord dit transformant ou journal transformatif ;
- publication dans une revue à abonnement.

La version éditeur ou le manuscrit accepté pour publication sera déposé dans l'archive ouverte HAL par les auteurs sous une licence CC-BY en mettant en œuvre la Stratégie de non-cession des droits (SNCD), selon les modalités indiquées dans les conditions particulières de la décision ou convention de financement.

De plus, l'Etablissement coordinateur s'engage à ce que le texte intégral de ces publications scientifiques (version acceptée pour publication ou version éditeur) soit déposé dans l'archive ouverte nationale HAL, au plus tard au moment de la publication, et à mentionner la référence ANR du projet de recherche dont elles sont issues.

L'ANR encourage à déposer les pré-prints dans des plateformes ouvertes ou archives ouvertes et à privilégier des identifiants pérennes ou uniques (DOI ou HAL Id, par exemple). Par ailleurs, l'ANR recommande de privilégier la publication dans des revues ou ouvrages nativement en accès ouvert.

Enfin, l'Etablissement coordinateur s'engage à fournir dans les 6 mois suivant la signature du contrat attributif une première version du Plan de Gestion des Données (PGD). Ses mises à jour s'effectuent au regard de la durée du contrat. Les modalités sont définies dans le contrat attributif d'aide.

6.5 Communication

L'ANR doit être informée de toute communication ou publication portant sur le projet.

Toute communication ou publication portant sur le projet doit préciser que l'aide est financée sur le plan France2030 lancé par l'Etat et mis en œuvre par l'ANR. Les supports de communication orale, les communications par voie d'affiche, les sites internet doivent également afficher les logos France 2030.

Le non-respect de ces dispositions entraîne l'application des mesures prévues à l'article 6.6 (suspension et reversement de l'aide).

6.6 Suspension et reversement de l'aide

Au cas où l'Etablissement coordinateur ne respecte pas les stipulations du présent règlement ou du contrat attributif d'aide, l'ANR, après avoir mis à même par tous moyens l'Etablissement coordinateur de faire valoir ses motifs, saisit l'Etat qui décide des suites à donner.

Le reversement est également demandé s'il est constaté un trop perçu au moment de la liquidation de l'aide.

6.7 Litiges

Le tribunal administratif de Paris est la juridiction compétente en cas de contentieux entre l'ANR et les bénéficiaires des aides.